

# **LE RETOUR DE L'INTERVENTION ECONOMIQUE PUBLIQUE ... mais pourquoi, où, quand, comment ?**

par Philippe Herzog

pubblicato in [www.confrontations.org](http://www.confrontations.org) - 2 ottobre 2008

**Nous assistons à la désintégration du système financier, écrit Martin Wolf, éditorialiste du Financial Times, qui sait de quoi il parle. Nous sommes au bord d'une dépression et aux Etats-Unis comme en Europe les politiques doivent agir dans l'urgence. Ils doivent aussi voir plus loin car de la façon dont ils vont éteindre le feu dépend la possibilité d'une reprise viable de l'économie européenne et mondiale.**

Qui doit agir ? Les Etats-Unis bien sûr, foyer principal de la crise et initiateurs d'un système marqué par l'avidité des acteurs financiers avec le soutien des responsables politiques. Après plusieurs interventions de sauvetage, le plan Paulson traduit une action plus globale de la puissance publique, visant à la fois l'irrigation des établissements en liquidités et leur recapitalisation. Il est significatif que la subvention massive pure et simple des banques ait été contestée par le Congrès, alors que l'aide aux victimes des subprimes était négligée, et que la prise de contrôle par l'Etat sera significativement étendue.

Mais que fait l'Europe ? Dès l'an dernier la BCE a assumé ses responsabilités en fournissant les liquidités nécessaires et elle continue dans cette voie aujourd'hui. Par contre, ni le Conseil ni la Commission n'ont jusqu'ici fait face à une situation pourtant dramatique. Leur alibi a été qu'il s'agit d'une crise américaine, et ils ont voulu rassurer avec une théorie du découplage qui s'avère une fable. Si les USA sont les principaux responsables, les Européens qui ont adopté leurs vues sont aussi engagés, et il apparaît qu'un nombre non négligeable d'établissements bancaires de ce côté de l'Atlantique étaient impliqués et exposés dans la crise systémique. De toute façon, les impacts pour l'Europe et dans le monde entier sont majeurs. Plusieurs Etats ont du agir d'urgence et l'on peut se féliciter de leur réaction dans les affaires Fortis et Dexia. Mais il est affligeant qu'aucun plan d'action communautaire n'ait été jusqu'ici accepté par le Conseil et la Commission. La réunion d'Ecofin à Nice en septembre était indigente en regard des enjeux. Nicolas Sarkozy se heurte à des obstacles multiples de la part de ses collègues. La réunion du Conseil programmée le 15 octobre s'avère devoir être un test grandeur nature de la responsabilité ou de l'irresponsabilité de l'Union en tant que telle. Les trois causes majeures constamment citées comme étant au cœur de la crise systémique concernent l'Europe et pas seulement les USA : le modèle de gestion des crédits par les banques qui ont transféré les risques sur les marchés ; la non régulation des marchés dérivés des crédits qui ont enflé démesurément ; les systèmes d'information et en particulier les règles comptables qui ont aggravé les excès à la hausse comme elles les aggravent à la baisse.

C'est l'honneur de Michel Pébereau et de la France en général d'avoir dès avant leur promulgation souligné les risques majeurs des règles dites de la fair value. Par contre, comment ne pas souligner que depuis 2004, alors que les problèmes étaient posés, la régulation financière a fait du surplace sous la responsabilité de M. Mc Creevy, et la supervision communautaire a été quasiment absente. Voilà de bonnes raisons d'exiger un plan d'action pour s'attaquer maintenant à ces problèmes, entreprendre aussi la « moralisation » des comportements, et préparer une négociation multilatérale difficile. Il faudra notamment faire jouer au FMI un rôle de surveillance monétaire et financière qu'il a jusqu'ici négligé.

Le Budget et la politique monétaire de la BCE devront être ajustés pour faire face au marasme économique. Il convient d'agir, bien au-delà de ce qui a été demandé à la BEI, pour prévenir les fléaux du crédit crunch qui s'annoncent particulièrement violents pour des masses de petites et moyennes entreprises, et donc pour l'emploi. Nous devons être particulièrement attentifs aux risques de réactions nationalistes, politiciennes et populaires, d'ores et déjà visibles dans certains pays d'Europe, qu'une défaillance collective de l'Union ne manquerait pas d'accentuer.

Les réactions des pays émergents s'annoncent comme devant être dures et l'Union devra prouver sa capacité de dialogue politique. La présidence française a su assurer un leadership dans le contexte du conflit en Géorgie. L'intérêt de l'Union ne se confond pas avec celui des USA, il est de poursuivre l'effort de dialogue avec la Russie et de préparer la relance de la négociation d'un partenariat stratégique. Qu'il s'agisse des négociations commerciales ou de la lutte contre le changement climatique, l'Union doit tout faire pour préserver la volonté d'avancées multilatérales, et endiguer la montée des rapports de forces entre puissances, d'autant que les USA dont l'économie est structurellement affaiblie défendront bec et ongles leurs intérêts pour rebondir.

Voir plus loin c'est aussi réfléchir dès maintenant à la refondation de la stratégie de croissance et de compétitivité de l'Union. Pour Confrontations Europe, il ne s'agit pas d'une simple affaire technocratique et intergouvernementale, cela doit se faire en gagnant les opinions publiques et il s'agit donc d'une ambition politique majeure. Il s'agit de recréer la confiance en offrant une perspective crédible pour la prospérité et la sécurité futures de l'Europe. Une réévaluation générale du rôle de propulsion de l'Union est nécessaire pour élever le taux d'emploi, bâtir la société de la connaissance, développer les compétences et l'innovation. L'achèvement du marché intérieur n'ira pas sans transformation du système financier et la mise en œuvre de politiques industrielles. L'Union devra se doter d'une politique macroéconomique . Et ces trois piliers auront des dimensions claires en termes de stratégie extérieure. A cet égard, le dossier de cette Revue présente des textes originaux sur une question essentielle, celle de la politique à concevoir en matière d'investissement international .

Dans ce contexte, le livre que publie Confrontations Europe, « A la recherche de l'intérêt européen », et le colloque que nous organisons fin octobre, sont des contributions majeures pour le débat et l'action. Nous souhaitons que dans le même esprit s'engage une mobilisation collective paneuropéenne tant pour un plan d'action digne de ce nom face à la crise que pour la refondation de la stratégie de l'Union .

La ratification du Traité de Lisbonne permettrait de disposer de nouveaux outils tout à fait appréciables. On peut espérer bientôt les ratifications suédoise puis tchèque, et dès lors 26 pays sur 27 auront dit oui. Mais ne nous leurrions pas, il faudra un deuxième vote irlandais et il n'aura pas lieu avant le 2ème semestre 2009. On sera alors à la veille d'élections en Grande-Bretagne et en Allemagne. C'est dire le risque d'élections européennes marquées par les nationalismes et la radicalité. La montée de l'extrême droite en Autriche le confirme. La présidence française va devoir prouver là encore sa capacité de leadership, puisque le Conseil lui a donné mandat de rechercher le cadre d'une solution à la question irlandaise.

La société française a impérativement besoin de se retrouver dans un effort collectif visant à restaurer les fondements de notre croissance, à rénover notre modèle social, et à nous réengager dans la construction européenne. Confrontations Europe participera au débat sur la politique économique intérieure. Jean Peyrelevade y contribue avec un livre percutant. Pour lui, la France vit au dessus de ses moyens, comme en témoignent les doubles déficits chroniques de son commerce extérieur et de ses finances publiques. Ceci est incontestable et pourtant l'opposition de gauche prône une politique de relance par la demande. En sens contraire, Jean Peyrelevade reproche à Nicolas Sarkozy ce qu'il appelle « l'erreur historique » commise déjà par ses prédécesseurs : le soutien de la consommation et du pouvoir d'achat. Je peux partager la critique du « paquet fiscal » de 2007, mais est-il socialement acceptable d'imposer dès maintenant une politique de rigueur pour restaurer les marges des entreprises et réduire les déficits publics ? Cette purge rendrait-elle plus faciles les réformes de structures qui, articulées à une saine gestion macroéconomique, sont indispensables à la croissance et à la compétitivité ? A la différence de ses prédécesseurs, le Président de la République multiplie ces réformes, dont le sens – travail et création – n'a pas été contesté. Mon opinion est qu'elles sont encore loin des mutations d'organisation et de financement nécessaires pour développer le capital humain et rehausser le potentiel de croissance. Plusieurs de ces réformes, comme celles des Universités, de la représentation sociale, ou pour l'environnement, sont appréciables mais inachevées. Mais loin de dénigrer, il faut aller plus loin. D'autre part l'articulation des réformes avec une politique macroéconomique cohérente pose problème, ce qui soulève les enjeux de la fiscalité et de la réforme de l'Etat. Il y a besoin de beaucoup plus d'économies dans les dépenses publiques et aussi de nouvelles incitations. Ceci implique de tailler en profondeur dans les dépenses improductives pour redéployer ces ressources vers des dépenses efficaces. La volonté présidentielle de réduire le nombre des niveaux des collectivités publiques est une bonne nouvelle, mais les obstacles sont immenses. La redéfinition des missions des services publics, tout juste amorcée dans l'éducation nationale, devra aussi s'amplifier. Nous participerons au débat sur la réforme de La Poste. Jean-Paul Bailly démontre que pour assurer l'avenir de cette entreprise il est crucial d'assurer son développement et de faire face à la concurrence. L'ouverture du capital en donnerait les moyens sans pour autant déroger aux missions d'intérêt général. Le bon débat aujourd'hui est donc : quelle va-t-être la deuxième phase de la politique de réforme engagée l'an dernier ? Comment faire plus, mieux et dans une cohérence ? Cela pourrait nous permettre le moment venu de nous inscrire dans une reprise économique internationale, au lieu de sombrer dans une rigueur qui serait aggravée par la stagnation et le conservatisme.

Dans une situation exceptionnellement grave, et alors que les carences des gouvernements successifs sont en cause de longue date, l'heure n'est pas aux postures idéologiques et aux clivages. Il faut consentir l'effort de partager un diagnostic et des solutions et de conjuguer nos forces – Etat, partis, société civile - pour agir ensemble dans l'intérêt de la France, de l'Europe, et du monde.